

### Qui paie « ces » dettes...

Thierry POUCH  
Pôle Économie et Politiques Agricoles

**Certains signes annonciateurs de reprise ont beau être réunis et, surtout, assésés à longueur de journée par voie de presse, il n'en demeure pas moins que chaque bonne nouvelle est rapidement contrecarrée par des informations plutôt sombres sur le front de l'économie. Outre le chômage, dont l'OCDE vient de rappeler qu'en un an, il avait connu une hausse de 40% dans les économies les plus industrialisées, c'est bien désormais le niveau de l'endettement public qui est au cœur de l'actualité économique et financière. Comment les États vont-ils s'y prendre pour honorer les dettes qu'ils ont contractées afin de soutenir leurs économies entrées en crise dès la mi-2007 ?**

Les périodes estivales renvoient traditionnellement une image de vacances, de repos, voire de légèreté bien mérités. L'été 2009 sera au contraire celui d'une morosité mêlée de crainte, indissociables d'une crise qui, quoi que l'on en pense, est d'une profondeur sans précédent depuis 1930. L'augmentation du chômage dans les principaux pays de l'OCDE est là pour rappeler que les signes de reprise apparaissent bien ténus et fragiles pour stopper le processus de destruction d'emplois. Des calculs récents établis par des économistes américains ont de surcroît montré que le rythme de baisse du PIB aux États-Unis, en Allemagne et au Royaume-Uni en 2008/2009, était similaire à celui de 1929/1930.

Ce qui différencie en revanche les deux périodes de grande crise a trait à la riposte organisée par les gouvernements. Alors que les pays du G8, plus la Chine, ont élaboré des plans de relance massifs, combinant politiques budgétaire et monétaire expansionnistes, les réponses des États lors de la crise de 1929 furent des plus timides, voire restrictives s'agissant de la politique monétaire. La réaction presque spontanée fut à l'époque au contraire de se protéger de l'extérieur. L'adoption de plans de relance à partir de 2008 pose désormais le problème de la « soutenabilité » de la dette publique. Si les situations sont sans doute contrastées, il apparaît que les taux d'endettement public sont très élevés. Les estimations fournies par le FMI indiquent que la dette publique des dix pays les plus riches du monde devrait s'élever à 114% de leur PIB en 2014, contre près de 80% en 2008 (le Japon dépassera les 200% du PIB en 2009, et le montant de la dette extérieure américaine serait de 23 000 milliards de \$ en 2014). Les emprunts contractés par les gouvernements avaient pour objectif d'amortir les effets de la crise. Mais le bouclage financier des comptes publics se tend toujours davantage de semaine en semaine. Pour répondre aux demandes de prêts des États, les investisseurs se calent sur des procédures de notations. La notation de l'Irlande, structurellement endettée, a été abaissée début juin (agence *Standard and Poor's*), signifiant qu'il s'agit d'une économie dont la surface financière est de moins en moins fiable. Elle pourrait être suivie de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal... pays éprouvant des difficultés à lever des fonds pour se financer.

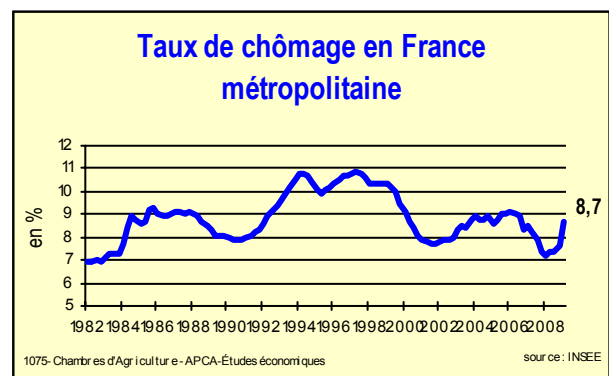
Les réponses que devront apporter les gouvernements pour contenir leurs dettes publiques pourraient être douloureuses.

D'abord par les répercussions qu'elles auraient sur les populations (affaiblissement des dispositifs de protection sociale, réduction drastique du nombre d'emplois publics, hausse des prélèvements obligatoires...traduction du fait qu'il y aurait de « mauvais » déficits publics comparativement aux « bons » pour renflouer les banques), ensuite parce qu'elles s'annoncent dispersées, au point, comme dans l'UE, de menacer la cohésion de la zone euro. La France vient de faire le pari de l'emprunt, alors que l'Allemagne s'oriente vers la baisse des impôts et la rationalisation outrancière des dépenses publiques.

La crise est par conséquent loin d'être finie. La question de la dette publique l'indique crûment. Si les États ne parvenaient à convaincre les investisseurs de continuer à acquérir des titres publics, l'ultime issue serait de laisser filer l'(hyper)inflation. Scénario catastrophe en vue ?

Bon été à toutes et à tous.

#### Forte hausse du chômage



La crise économique et financière mondiale a comme principale répercussion une hausse sensible du taux de chômage en France. Celui-ci devrait continuer à croître jusqu'en 2010 selon les prévisions. Cette montée du chômage, qui touche la plupart des pays industrialisés et notamment la zone euro, amplifie le caractère anxiogène de la crise et pèse lourdement sur la consommation des ménages.

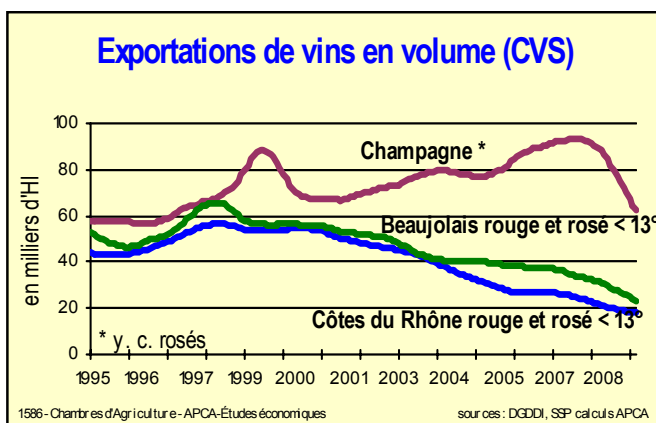
## Le secteur viticole face au défi de la crise

Il ne peut plus être question désormais de contester ni la réalité de la crise ni les répercussions multiples qu'elle a occasionnées depuis plus d'un an. L'évolution des principales économies du monde vers la récession, ou, s'agissant des pays émergents, vers le ralentissement, a engendré une chute parfois abyssale des demandes intérieures, bloquant les exportations de nombreux produits. Le secteur agricole et alimentaire français est touché de plein fouet par cette récession mondiale. Il paie manifestement un lourd tribut à la crise. La contraction des demandes s'est concrétisée par un repli significatif des exportations françaises de vins et d'alcools. Le premier poste de la balance commerciale agricole et alimentaire a vu en effet les exportations dévisser, en particulier vers les zones habituellement grosses acheteuses de vins et alcools produits dans l'hexagone.

Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, le XXXII<sup>ème</sup> congrès mondial de la vigne et du vin, qui s'est tenu le 29 juin dernier à Zagreb, devant l'*Organisation Internationale du Vin* (OIV), a explicitement admis que la consommation mondiale de vin avait enregistré une baisse en 2008. Pour une production mondiale évaluée en 2008 à près de 270 millions d'hectolitres, en baisse de -0,4% sur un an, la consommation a perdu près de 2,5 millions d'hectolitres par rapport à l'année précédente, se fixant à 244,9 millions d'hectolitres, contre 247,2 un an auparavant, soit une baisse d'à peine -1%. Au sein de l'Union européenne, les replis en rythme annuel s'échelonnent de -419% (France), à -5% (Portugal), en passant par l'Allemagne (-152%) et le Royaume-Uni (-219%). En dehors de l'UE, la contraction de la demande est également variable. L'Argentine, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, le Japon et le Chili, sont les pays où la baisse de la consommation apparaît la plus prononcée.

Dans cet ensemble mondial, la France demeure le premier pays consommateur de vins, avec 31,7 millions d'hectolitres consommés en 2008, soit 13% de la consommation mondiale, suivie des États-Unis (11,6%), de l'Italie (10,6%), de l'Allemagne (8,5%) et de la Chine (5,6%). En 2008, la consommation de vins en volume des ménages français s'est contractée de -7,4%.

Les principales conséquences de cette conjoncture annuelle du vin (les chiffres étant encore provisoires à quelques semaines de la fin de la campagne) sont d'une part la réduction de la superficie viticole mondiale (-17Mha), et d'autre part, une chute du revenu des producteurs français de vins.



Le secteur viticole, comme le reste de l'agriculture, a son avenir largement subordonné à la rapidité de la reprise économique dans le monde.

## Baisse des stocks mondiaux de céréales : le scénario du pire ?

On sait que l'une des raisons ayant conduit à la flambée des prix des matières premières agricoles avait eu trait à la faiblesse des stocks mondiaux, en particulier dans le secteur des céréales. Le ratio stocks/consommation mondiale de blé était descendu à un niveau jamais atteint depuis plusieurs décennies. Les stocks de céréales s'étaient fixés à 319 millions de tonnes en 2005/2006, 277 en 2006/2007, avant de se redresser en 2007/2008 avec 284 millions de tonnes et 343 (estimation CIC) en 2008/2009. La reconstitution des stocks était imputable sur les deux dernières campagnes au redressement de la production mondiale de céréales. La disponibilité en céréales est une donnée structurelle de l'économie mondiale, dans la mesure où, pour des pays comme l'Égypte, l'abondance des récoltes permet d'anticiper une politique d'importation.

Les prévisions qui viennent d'être rendues publiques à la fin du mois de juin par le *Centre International des Céréales*, font état d'une nouvelle diminution de l'offre mondiale de céréales pour la campagne 2009/2010 d'environ -3,5% (66 millions de tonnes en moins par rapport à 2008). Les prévisions du mois de mai dernier avançaient déjà une baisse par rapport à la campagne précédente, celles de juin sont un peu plus en deçà, avec un repli de six millions de tonnes (1 715 tonnes en juin, contre 1 721 en mai). L'évolution des conditions climatiques, dans l'Union européenne (pluies insuffisantes), et aux États-Unis (précipitations trop abondantes), a manifestement pesé sur les anticipations de productions mondiales. Il s'ensuit que l'état des stocks mondiaux devrait se situer quelque part autour de 327 millions de tonnes (328 pour la dernière estimation de mai). Si l'on s'appuie sur les prévisions établies sur les cinq principaux pays exportateurs que sont l'Argentine, l'Australie, le Canada, les États-Unis et l'UE, le niveau des stocks serait de 96 millions de tonnes, contre 117 en 2008.

La publication de ces estimations, qu'il conviendra de prendre avec quelque précaution, surgit au moment même où la FAO annonce que le seuil de 1 milliard d'êtres humains souffrant de sous-alimentation vient d'être franchi. Le rapprochement de ces deux statistiques illustre bien la nécessité de se convaincre de produire davantage de biens agricoles pour nourrir le monde. Toutefois, même annoncée en baisse, la production mondiale céréalière restera élevée. La raison de l'augmentation du nombre de mal nourris à l'échelle mondiale tiendrait alors davantage aux effets de la crise économique et financière. Baisse des investissements étrangers dans les pays en développement, diminution des transferts de fonds effectués par les travailleurs migrants, recul des prix des matières premières... autant de facteurs explicatifs de l'érosion des liquidités des pays en développement, entraînant soit une baisse de la production locale soit une révision de leur politique d'importation de denrées agricoles. De l'importance d'avoir une politique agricole.

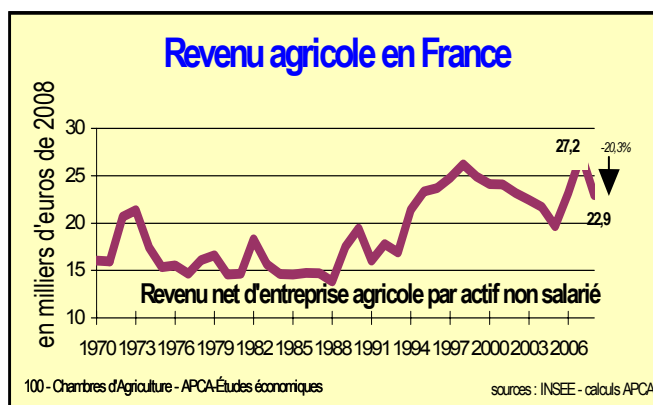
**Thierry POUCH**  
Pôle Économie et Politiques Agricoles

## Forte baisse du revenu agricole (-20,3%) en 2008

L'INSEE a publié les comptes provisoires de l'agriculture française pour l'année 2008. Le Revenu Net d'Entreprise Agricole par Actif non-salarié (RNEA / UTANS) a baissé de -20,3% en 2008. Cet indicateur de revenu mesure le résultat de l'activité agricole qui reste aux chefs d'exploitation pour leur rémunération et leurs investissements une fois qu'ils ont payé toutes leurs charges (consommations intermédiaires, charges salariales, amortissements, intérêts, fermages).

En décembre 2008, l'INSEE avait fait une première estimation des revenus agricoles de 2008 (comptes prévisionnels). Dans cette estimation, le RNEA/UTANS baissait de -15,4%. La révision entre décembre 2008 et juillet 2009 est donc assez importante ; elle porte sur 5 points d'indice. Pour l'essentiel, cette correction s'explique par une sous-estimation des amortissements en décembre. De la même manière, la dégradation des filières viticoles avait été sous-évaluée dans le compte prévisionnel et cela aura des conséquences importantes dans les comptes par OTEX (voir ci-contre).

L'année 2008 est totalement atypique : la production agricole augmente en valeur mais le coût des consommations intermédiaires augmente de manière plus importante et tire le revenu agricole à la baisse. C'est une configuration très rare. Même lors des deux précédents chocs pétroliers des années 1970, on n'avait pas observé une telle évolution.



### Dégradation des revenus dans les orientations végétales

Les comptes par orientations de production montrent de fortes disparités d'évolution de revenu en 2008. Les OTEX végétales connaissent toutes une baisse de leur revenu. Du côté des OTEX animales, les augmentations de revenu sont plus nombreuses. Mais la situation des éleveurs n'est pas très bonne pour autant. Les éleveurs laitiers ont connu une hausse de revenu en 2008 mais on sait que cela n'aura été que très provisoire car l'année 2009 est particulièrement critique. Quant aux éleveurs d'ovins la croissance de leurs revenus 2008 est plus qu'insuffisante pour compenser la faiblesse structurelle de leurs revenus (inférieurs de moitié à la moyenne nationale).

Les révisions des comptes par OTEX de juillet 2009 par rapport à décembre 2008 ont été particulièrement importantes. Les plus fortes corrections apparaissent dans les filières viticoles. Dans le compte prévisionnel en décembre, le revenu courant avant impôts par actif non-salarié (RCAI/UTANS) des exploitations spécialisées dans les vins d'appellation augmentaient de +2% ; dans le compte provisoire de juillet, il a été nettement revu à la baisse : -21,8%. Comment expliquer un tel écart ? En décembre 2008, les statisticiens du Ministère de l'Agriculture avaient peu d'informations sur l'année viticole 2008/2009 ; seuls les prix de marché qdes trois premiers mois de campagne étaient connus (septembre, octobre, novembre) et il fallait prévoir les neuf mois à venir. Les prévisions des statisticiens du Ministère ont été trop optimistes ; ils avaient sous-estimé l'impact de la crise économique sur la consommation de vins AOC qui a connu un net repli sur les marchés intérieurs et extérieurs en 2009. Quand les prix de marché des vins AOC du premier semestre 2009 ont été connus, il a bien fallu réévaluer très nettement à la baisse les estimations de revenu.

#### RCAI / UTANS

"1991", "2004", "2007" : moyenne triennale centrée sur l'année indiquée	Taux de variation annuelle en %		Moyenne des exploitations = 100	
	2008/2007	"2007/2004"	"1991"	"2007"
Ensemble des Exploitations professionnelles	-16	5	100	100
COP	-30	18	96	142
Autres grandes cultures	-16,5	11	94	156
Maraîchage et fleurs	-15	-4	83	74
Vins AOC	-22	-2	221	143
Autres Vins	-35	-3	119	68
Fruits	-37	5	143	94
Bovins lait	21	4	82	84
Bovins viande	-24	-7	64	67
Bovins mixte	8	4	83	89
Ovins et autres herbivores	4	2	72	54
Hors-sol	2	0,5	142	77
Polyculture	-27	3	77	81
Élevage et culture	-3	9	74	102

Source : SSP - Calculs APCA

### Baisse des revenus agricoles dans 24 régions

Au niveau régional, la mauvaise année 2008 se traduit par une baisse de revenu dans 24 régions sur 26. Seules la Basse Normandie et la Guyane dégagent une croissance de revenu. Sinon, les régions d'élevage, de grandes cultures, de cultures spécialisées (viticulture, arboriculture) connaissent toutes une année noire avec des baisses de revenu extrêmes (-61% dans le Languedoc-Roussillon).

**Didier CARAES**  
Pôle Économie et Politiques Agricoles

## Dégradation de l'emploi salarié moins importante pour les IAA que pour les autres industries

La situation de l'emploi salarié en France continue de se dégrader en 2009. Les chiffres du département des études statistiques et de l'observation des cotisants (URSSAF) montrent une importante chute de la masse salariale et de l'emploi sur le premier trimestre 2009. Pour l'ensemble du secteur privé, la baisse de l'emploi, démarrée au 3<sup>ème</sup> trimestre 2008, s'accroît sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2009 (-1,6 %). Les industriels ont tout d'abord procédé à un ajustement de leur main-d'œuvre en diminuant le recours à l'intérim dès le 2<sup>ème</sup> trimestre 2008. En 2009, ils réduisent également leurs effectifs propres. L'emploi hors intérim diminue de 0,6 % entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Sur la même période, l'emploi dans l'intérim poursuit sa baisse avec -21,5 %. Cette dégradation de l'emploi touche l'ensemble des régions, à l'exception de la Corse. La baisse est plus accentuée dans les régions du Nord où la désindustrialisation se poursuit.

A la réduction des effectifs, s'ajoute une baisse du salaire moyen par tête (- 1,3 % entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2009) et donc une réduction de la masse salariale (- 2,2 % entre le 4<sup>ème</sup> trimestre 2008 et le premier trimestre 2009). Selon l'ACOSS, l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (caisse nationale des URSSAF), la diminution du salaire moyen par tête est due à :

- un repli des primes dans certains secteurs, comme la finance ;
- une diminution des heures supplémentaires ;
- et surtout à l'impact du développement du chômage partiel sur l'assiette de sécurité sociale.

Cet ajustement de la main-d'œuvre pourrait fortement s'aggraver à l'automne 2009. Pour les industries agroalimentaires (IAA), le Président de l'Association Nationale des Industries alimentaires, Jean-René Buisson, se veut néanmoins rassurant en prévoyant une stabilité de la main-d'œuvre en 2009 malgré le recul de l'excédent commercial et la baisse des investissements. L'agroalimentaire, secteur qui emploie le plus de main-d'œuvre dans l'industrie, est en effet moins touché que d'autres secteurs. Dans l'industrie agroalimentaire, l'emploi diminue de 1,4 % entre le premier trimestre 2008 et le premier trimestre 2009 contre, notamment, - 6,2 % dans l'activité immobilière ou - 10 % dans l'industrie de l'habillement, du textile et du cuir.

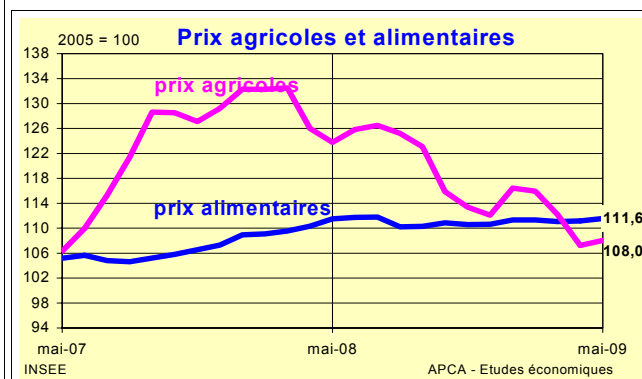
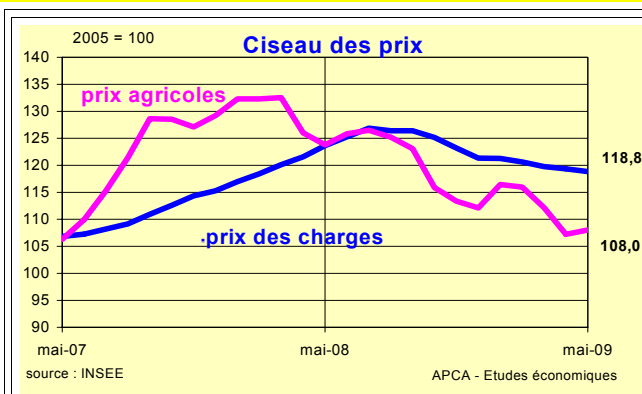
Selon l'INSEE, l'emploi salarié (salariés des entreprises artisanales inclus) diminue régulièrement depuis 2004 dans l'industrie agroalimentaire. Dans le reste de l'industrie manufacturière, la réduction des effectifs est plus accentuée avec une baisse de 15 % entre la fin 2000 et la fin 2008, contre « seulement » - 4 % pour les IAA. La baisse des effectifs salariés dans les IAA s'accompagne d'une hausse de la valeur ajoutée et donc de la progression de la productivité apparente (VA/salarié) dans un secteur où le travail à la chaîne s'est développé.

### Viviane Pons – Pôle économie et politiques agricoles

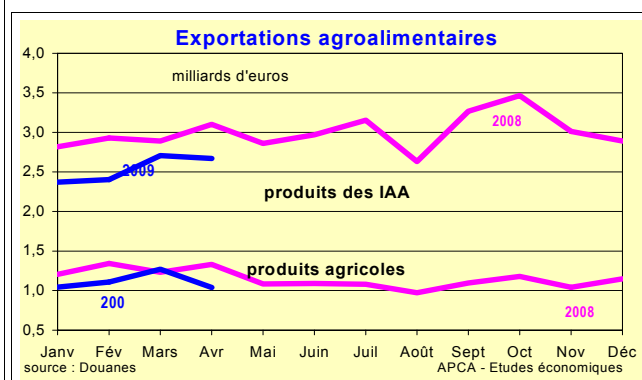
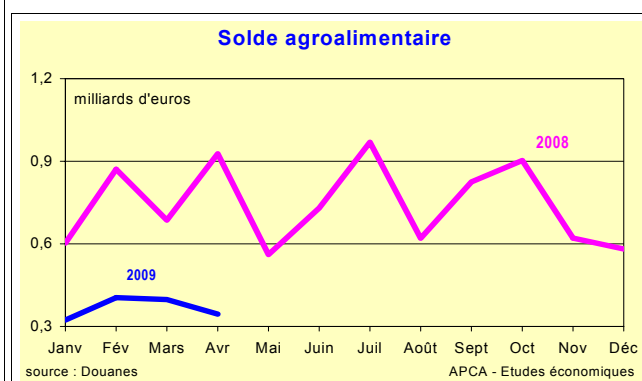
*Pour en savoir plus :*  
Boulling A., Gobillard S., Mosu-Nasr M., Sévin E. - « La masse salariale et l'emploi du secteur privé au premier trimestre 2009 » - *Acoss Stat N°82 - Juin 2009.*

APCA—9 avenue George V  
75008 Paris  
PEPA— Références et études économiques  
Avec la participation financière du CasDAR

Rédaction : T. POUCH—D. CARAES—V. PONS—C. FEVRE  
Réalisation : Colette RENAUD — Graphiques : Chantal ROVELLI  
<http://paris.apca.chambagri.fr/repeco> —



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
<b>Prix alimentaires</b>	<b>0,34</b>	<b>0,04</b>	<b>6,06</b>
<b>Prix agricoles</b>	<b>0,74</b>	<b>-12,73</b>	<b>1,62</b>
<b>Prix des charges</b>	<b>-0,43</b>	<b>-3,89</b>	<b>11,24</b>
<b>Inflation</b>	<b>0,15</b>	<b>-0,25</b>	<b>3,05</b>



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En avril	Cumul 4 mois
<b>2009</b>	<b>0,345</b>	<b>1,471</b>
<b>2008</b>	<b>0,927</b>	<b>3,085</b>